



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique et réglementation

Question au Gouvernement n° 186

Texte de la question

COMPÉTITIVITÉ

M. le président. La parole est à M. Axel Poniatowski, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Axel Poniatowski. Monsieur le Premier ministre, laissez-moi tout d'abord vous dire qu'il n'est pas acceptable d'entendre le Premier ministre de la France affirmer que l'opposition parlementaire souhaite l'échec de la France. C'est indécent et indigne de votre fonction. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Après avoir nié, pendant la campagne présidentielle, tout problème de compétitivité, François Hollande s'est rendu compte qu'il y avait un sujet, et il a donc missionné, comme vous venez de le rappeler, un chef d'entreprise reconnu, un grand industriel unanimement respecté, Louis Gallois.

Si nous voulons de la croissance en 2013, il faut en effet mener à bien les réformes structurelles que nous avons prévues et que vous avez abrogées par idéologie. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Un député du groupe UMP. C'est vrai !

M. Axel Poniatowski. Oui, il faut s'attaquer au coût du travail ; oui, il faut un choc de compétitivité. La France doit résolument s'attaquer à la cause profonde de notre faible croissance, à savoir notre manque de compétitivité ; et dire cela, c'est tout simplement faire exactement le contraire de ce que vous faites aujourd'hui.

Vous avez déclaré que vous ne vouliez pas de choc de compétitivité. Vos ministres relaient votre position, celle de l'autruche : ce matin, c'est Pierre Moscovici qui déclare qu'il ne sait pas ce que veut dire la baisse des charges, ce qui est quand même grave ; hier, c'était Marisol Touraine qui disait que la baisse des charges n'était pas une priorité ou Michel Sapin qui précisait que le rapport Gallois était un rapport parmi d'autres.

(Mouvements divers sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRD.)

Quant aux conclusions du rapport Gallois, dont vous savez déjà qu'elles préconisent une baisse drastique des dépenses publiques, visiblement, elles vous dérangent.

Alors, monsieur le Premier ministre, je vous pose la question : quand allez-vous cesser de vous voiler la face ? Quand allez-vous enfin regarder la réalité et mener la politique qui s'impose, au lieu de conduire la France, comme vous le faites actuellement, droit dans le mur ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe UDI.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, je ne recommencerai pas la réponse que je viens de donner à M. Maurice Leroy, sur une question comparable.

Je voudrais tout d'abord faire une observation de méthode. Vous parlez du rapport Gallois, ce grand industriel, en effet, ancien président de la SNCF et d'EADS, comme si vous en connaissiez le contenu. Il est tout de même un peu tôt pour commenter, revendiquer ou condamner un rapport qui n'a pas encore été remis à son commanditaire, le Premier ministre. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)* Laissez à M. Gallois sa liberté de parole *(Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*,...

M. Jean-François Copé. On est d'accord !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. ...et soyez certains que, pour notre part, nous attendons son rapport et que nous l'entendrons, nous le respecterons, même si, je l'ai dit, ce rapport n'est qu'une contribution (" Ah ! " *sur les bancs des groupes UMP et UDI*), certes importante, peut-être décisive, au travail que mène le Gouvernement sous la houlette du Premier ministre.

Hier, une réunion a eu lieu sur la compétitivité hors coût, à laquelle ont participé une vingtaine de ministres. Des réunions se tiendront sur la compétitivité coût. Soyez certains que nous prendrons les mesures nécessaires pour rendre à la France la compétitivité qu'elle a perdue au cours des dix dernières années.

J'ai eu le privilège d'être le ministre de Lionel Jospin de 1997 à 2002, et je sais ce qu'était l'état de la France à l'époque : nous ne connaissions pas ce retard par rapport à l'Allemagne, notre commerce extérieur était excédentaire, nos déficits étaient beaucoup plus bas qu'aujourd'hui.

Nous traiterons donc à la fois des structures de l'économie française, des faiblesses de la recherche et de l'innovation, de la nécessité d'adapter les savoirs et les compétences, du financement de l'économie - ce que nous faisons avec la Banque publique d'investissement. Nous réformerons en outre le financement de la protection sociale : un Haut Comité a été établi à cette fin, pour que ce financement ne pèse pas exclusivement sur le travail. Tout ceci se fera sans ponctionner le pouvoir d'achat.

Vous le voyez, monsieur Poniatowski, nous sommes au travail pour réparer les dégâts que vous avez commis dans ce pays ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRD.*)

M. Daniel Fasquelle. Il dit tout et son contraire !

Données clés

Auteur : [M. Axel Poniatowski](#)

Circonscription : Val-d'Oise (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 186

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 octobre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [24 octobre 2012](#)